

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Ghio
- **Prénom**
Clara
- **Raison sociale**
Animafac / Etudiants et développement

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Europe, engagement et solidarité internationale
- **Description de l'activité**
En tant que structure reconnue d'éducation populaire, le réseau a eu à coeur de recourir à une méthode participative et animée, qui facilite les échanges et "libère" la parole de toutes et tous. C'est donc une version simplifiée du "forum ouvert" qui a été utilisée pour faire discuter et échanger les participant.e.s.
- **Date et heure**
26 mai 2018
- **Lieu**
Maison des initiatives étudiantes - Labo 6 - 76bis Rue de Rennes - 75006 Paris
- **Nombre de participants**
25
- **Catégories de publics présents**
Jeunes de 18 à 30 ans

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Marie-Christine Lemardeley, adjointe à la Maire de Paris, chargée de l'enseignement supérieur, de la vie étudiante et de la recherche

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
Sur la base de l'animation « forum ouvert », les participant·e·s ont choisi d'aborder plusieurs thématiques, dont certaines avaient été proposées par le animateurs :
 - Citoyenneté européenne ou citoyenneté mondiale : l'objectif était ici de réfléchir collectivement à ce qui pourrait être considéré comme une citoyenneté internationale
 - Europe Erasmus ou Europe forteresse : ce sujet se basait sur le paradoxe existant aujourd'hui en Europe entre dispositifs de mobilité souples et sollicités par les jeunes européens, alors même que l'UE connaît un processus de fermeture et de contrôle plus important de ses frontières
 - Les financements européens, très peu pour moi : cette thématique visait à échanger autour de l'accessibilité ou de la non accessibilité des financements européens pour des associations telles que celles qui composent le réseau E&D
 - Le « développement », c'est un concept d'européen : cette discussion visait à interroger le concept de « développement », notamment son caractère ethnocentriste.
 - Make the planet « Union Européenne » Great Again : centré initialement sur les enjeux climatiques et environnementaux, cette thématique a permis d'aborder plus largement l'enjeu de la refonte d'une Union Européenne plus forte.
 - Est-ce que la démocratie européenne existe vraiment : Cette thématique visait à interroger le fonctionnement démocratique tel qu'il est organisé au niveau de l'UE.
- **Questions / attentes / problèmes soulevés**
Citoyenneté européenne ou citoyenneté mondiale :
Les participant·e·s soulignent sur ce sujet plusieurs points de vigilance. Tout d'abord, il apparaît que la notion de « citoyenneté européenne » reste d'une part assez floue. D'autre part, elle apparaît pour beaucoup encore trop associée à une idée d'une citoyenneté « à l'occidentale ». Les participant·e·s interpellent notamment l'hégémonie occidentale, au sein de l'Europe, mais également à l'échelle internationale, hégémonie difficilement conciliable avec une idée de citoyenneté « mondiale ».
Ils pointent également du doigt les limites en matière de « pouvoir d'agir » du citoyen européen, notamment sur les espaces et institutions communautaires, renforçant ainsi l'impression d'une citoyenneté européenne « à minima » ou « incomplète ».

Europe Erasmus ou Europe Forteresse ?
Sur ce sujet, les participant·e·s sont extrêmement critiques quant à la politique migratoire actuelle de l'UE et des états membres, notamment la France. Les échanges

mettent en avant de nombreuses problématiques et questionnements :

- L'impression d'une mobilité à double vitesse – voire hypocrite - (celle des européens, et celle du reste du monde), érigée en atout d'un côté, et en menace de l'autre, et l'incohérence des politiques publiques en la matière.
 - Le renforcement des contrôles aux frontières et de la politique communautaire et des Etats membres d'externalisation du droit d'asile, aggravant l'impression que l'UE manque à ces engagements en matière de respect du droit international – alors même qu'elle est à l'origine d'un grand nombre de traités internationaux
 - La tentation de conditionner l'Aide Publique au Développement (APD) à la gestion de flux migratoires et à des fins sécuritaires, ce qui reviendrait à remettre en cause les fondements philosophiques même de cette APD
- Enfin, les participant·e·s font globalement tou·te·s le constat que les programmes de mobilité européens ne sont pas suffisamment connus et/ou accessibles au plus nombre.

Les financements européens, très peu pour moi ?

Les participant·e·s pointent du doigt la complexité et la technicité de ces financements. Il est notamment très compliqué pour des petites structures d'être en capacité de gérer des financements européens. Si les participant·e·s interrogent pour certains l'utilité de tels financements publics, beaucoup critiquent le manque de lisibilité des dispositifs, et le manque de transparence quant à l'utilisation des fonds alloués, tout comme la pression induite par des financements orientés « projet » et « gestion axée sur les résultats ».

Le « développement », c'est un concept d'européen

Ce débat a soulevé plusieurs questionnements. Les participant·e·s ont notamment reproché au concept de « développement » son caractère hégémonique et normatif, qui « impose l'Occident comme modèle ». Cette utilisation du concept interroge ainsi la légitimité des discours sur le « développement », notamment de ceux qui le construisent, considérés plutôt comme « dominants » dans un système d'oppression. En lien avec ces questionnements, les participant·e·s interrogent la construction très « eurogéocentriste » de l'histoire récente, citant notamment le proverbe suivant : « tant que les lions n'auront pas leurs propres historiens, les histoires de chasse glorifieront toujours les chasseurs ».

Enfin, ces débats ont mené à une remise en question assez pertinente du nom d'E&D, qui intègre encore le concept de « développement ».

Make the planet « Union Européenne » Great Again

Si les débats sur ce sujet ont permis d'aboutir sur plus de propositions que de questionnements, deux sujets restent ouverts à débat :

- L'enjeu de la mobilité européenne, déjà abordé
- L'enjeu de l'exemplarité ou non du modèle « Union Européenne » pour d'autres dynamiques régionales

Est-ce que la démocratie européenne existe vraiment ?

Les participant·e·s ont soulevé deux principales interrogations sur cette thématique :

- La question des limites de la démocratie dite « participative » : faut-il rendre « tout démocratique », ou peut-on assumer la bureaucratisation d'un certain nombre de sujets quotidiens ?
- La tension entre échanges de pratiques et uniformisation de celles-ci dans les

programmes et la coopération européenne, l'uniformisation grandissante de l'UE étant vue comme un frein à l'adhésion au projet européen.

- **Pistes de proposition formulées**

Citoyenneté européenne ou citoyenneté mondiale :

Les participant·e·s considèrent que la diversité linguistique de l'Europe, et sa capacité à l'organiser autour d'un système politique, est une force à davantage valoriser.

Dans cette lignée, il semble important de continuer à développer des programmes de mobilité à l'échelle européenne (et pas seulement l'échelle communautaire), permettant de renforcer cette diversité, vectrice de vivre-ensemble. Ils soulignent notamment que ces programmes de mobilité ont très certainement contribué à la création d'une « identité européenne », plus que mondiale, ce qui amène à penser que les programmes de mobilité pourraient s'ouvrir davantage. Beaucoup en effet soulignent le sentiment d'être « européens », notamment lors de voyage en-dehors de l'Europe

Les participants appuient enfin l'idée qu'une citoyenneté doit s'accompagner d'un réel « pouvoir d'agir » sur les enjeux du quotidien. C'est d'ailleurs pour cela que l'échelon européen, et sa dimension sociale, là encore dans un cadre politique organisé, apparaît comme un référentiel pertinent pour une citoyenneté supranationale.

Europe Erasmus ou Europe Forteresse ?

Les participant·e·s sont globalement très critiques vis-à-vis des politiques publiques migratoires communautaires actuelles (cf. partie ci-dessous), et tiennent à rappeler leur attachement à plusieurs principes :

- La migration est un phénomène historique, aux causes multiples, et positif, à la fois pour les sociétés d'accueil et pour celles d'origine. Il convient ainsi non pas de les réguler, mais bien de les accompagner et de permettre à tou·te·s de pouvoir vivre des expériences de mobilité à toutes les échelles
- Elles sont un levier formidable leviers de renforcement des liens entre les peuples à l'échelle mondiale, avec des apports de tout type (sociaux, culturels et économiques)
- L'Aide Publique au Développement, qu'elle soit communautaire ou française ne doit en aucun cas être conditionnée à une quelconque gestion de flux migratoires ou des enjeux sécuritaires
- Il n'existe pas en Europe et en France de « crise migratoire », mais plutôt une crise de « l'accueil des migrant·e·s », et l'Europe est de loin d'être une terre d'accueil.

Les financements européens, très peu pour moi ?

Les participant·e·s sont globalement très critiques vis-à-vis de l'accès à ces financements publics, même s'ils en reconnaissent l'utilité et l'importance. Deux principales recommandations sont formulées :

- Simplifier l'accès et les procédures de gestion de ces financements, notamment pour les petites structures
- Renforcer leur visibilité et leur lisibilité

Le « développement », c'est un concept d'europpéen

Les participant·e·s sont globalement assez critiques envers ce terme, et proposent un certain nombre de réflexions qui permettraient de palier à celles-ci :

- Parler de « lutte contre les inégalités, ici et là-bas », plutôt que « développement » ou de « lutte contre la pauvreté », réaffirmer l'existence de droits humains fondamentaux,

et reconnaître l'obsolescence du concept Nord / Sud

- Sortir d'une approche normée, normative et technique du « développement », et reconnaître qu'il s'agit plutôt d'un processus complexe et continu, et non une fin en soi.

- Valoriser les échanges, la co-construction et la réciprocité entre les peuples et les dynamiques sociales, comme leviers et alternatives de société à des enjeux et des problématiques qui sont partagées par tou·te·s.

Make the planet « Union Européenne » Great Again

Les débats ont permis aux participant·e·s d'échanger sur un certain nombre d'enjeux lié à l'organisation de l'Union Européenne et ainsi d'émettre plusieurs propositions, qui permettraient de « rendre sa grandeur » au projet européen.

Après être longuement revenus sur les fondements de ce projet, à savoir les enjeux économiques, sociaux et démographiques qui avaient justifié la construction de l'Union Européenne, les participant·e·s ont convenu qu'il était nécessaire d'affiner le socle de valeurs communes partagées par les pays européens, pas forcément communautaires. Cela sous-entend définir ou expliciter davantage le droits et les devoirs de chacun, mais également les normes communes qui pourraient s'appliquer à l'échelle européenne les participant·e·s soulevaient ainsi l'idée d'un revenu minimum européenne, et plus globalement d'une harmonisation, ou à minima d'une équité plus importante, d'un certain nombre de mesures sociales et environnementales, à l'échelle européenne.

Ces échanges ont également amené les participant·e·s sur les modalités de gouvernance d'un espace comme l'Union Européenne. Plusieurs propositions ont émergé, comme l'idée d'élire les députés européens non plus à l'échelle locale, mais nationale, ou encore l'enjeu de limiter, voire de contrôler, l'influence des lobbys économiques. Certain·e·s participant·e·s estimaient même que l'avenir de l'UE passait par un système fédéraliste plus important.

Est-ce que la démocratie européenne existe vraiment ?

Cet atelier a permis de remettre à plat le fonctionnement global de l'UE, qui semble toujours complexe pour les non-avertis. Globalement les participant·e·s estiment qu'il est nécessaire :

- De simplifier le système de gouvernance de l'UE et de renforcer la place du contrôle citoyen en son sein. Cela pourrait notamment passer par un droit de regard citoyen plus fort sur l'élaboration des lois, notamment par les plateformes de consultation citoyenne

- De rappeler que la démocratie européenne ne se définit pas seulement par le vote, mais aussi par une information régulière et objective des enjeux, par les différentes mobilisations citoyennes, ou encore l'influence que peuvent exercer les réseaux européens des sociétés civiles, qu'il conviendrait de renforcer.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Le déroulé de la consultation est explicité dans sa présentation, celle-ci s'étant globalement passée comme prévu.

Cette consultation citoyenne s'inscrit dans un cycle de 6 consultations citoyennes

organisé par Animafac en partenariat avec 5 autres associations étudiantes (Etudiants et développement, International Exchange Erasmus Student Network - France, Jets d'encre, Parlement européen des jeunes - France, Réseau français des étudiants pour le développement durable).